

Faire de Gaza « la Côte d'Azur du Moyen-Orient » : Trump jette du sel sur une plaie ouverte

Le 4 février 2025, lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le président américain Donald Trump a envisagé que les États-Unis prennent le contrôle de la bande de Gaza, déplacent sa population palestinienne vers des pays voisins et transforment la région en une « Côte d'Azur du Moyen-Orient ». Une déclaration qui suscite une vive controverse internationale, de nombreux experts y voient une légitimation du nettoyage ethnique et une violation des droits humains.

15 mois de guerre, 47 161 palestiniens tuées, 111 166 personnes blessées, 11 200 portées disparues, 1,9 million de déplacés, c'est le bilan du conflit entre l'Israël et le Hamas, depuis le 7 octobre 2024, selon les chiffres fournis par le ministère de la Santé du Hamas. Sur ce territoire dévasté, Donald Trump a déclaré vouloir en faire la « Côte d'Azur du Moyen-Orient », une déclaration choc qui inquiète la communauté internationale.

Une proposition de nettoyage ethnique ?

« La déclaration de Donald Trump qui m'effraie le plus est la proposition assumée, revendiquée, et fière de nettoyage ethnique à Gaza », déclare Piotr Smolar, correspondant à Washington pour le journal Le Monde au micro d'ARTE. Le nettoyage ethnique consiste à expulser de force un groupe de personnes d'une région pour la rendre ethniquement homogène, ce qui est interdit par le droit international.

Un siècle d'occupation et de souffrance

L'idée d'expulser les Gazaouis des terres de leurs ancêtres est « d'une violence symbolique et politique considérable », affirme Piotr Smolar. À la fin du XIXe siècle, l'Israël n'existe pas et la Palestine fait partie de l'Empire ottoman. À cette époque, la population est majoritairement musulmane (80%), avec 10% de chrétiens et 10% de juifs. Au même moment, la communauté juive en Europe subit des persécutions, poussant de nombreux juifs à fuir vers la Palestine, une terre symbolique, considérée comme la terre promise par Dieu à Abraham. C'est dans ce contexte qu'émerge le sionisme, un mouvement visant à établir un foyer national juif dans cette région.

« Même s'il ne passe pas à l'action (...), Donald Trump a déplacé les termes de la conversation », explique Piotr Smolar. Légitimer la conversation sur le nettoyage ethnique, même sans mesures concrètes, « est d'une gravité absolue », selon le journaliste. En 1947, l'Organisation des Nations Unies adopte un plan prévoyant la création de deux États sur le territoire palestinien : un État juif, l'Israël, et un État arabe, la Palestine. Ce plan est accepté par la communauté juive de Palestine, mais rejeté par la communauté arabe de la région. À cette époque, environ 1,3 million d'Arabes et 600 000 Juifs y vivent. L'Israël se voit attribuer 55 % du territoire.

« Comment un territoire palestinien autrefois majoritairement arabe est-il aujourd'hui composé à 80 % de Juifs et à 20 % de Palestiniens ? », s'interroge l'experte en sécurité nationale Huda Mukbil dans Le Devoir. Selon elle, cette transformation est le résultat d'un « nettoyage ethnique » mené par l'Israël depuis un siècle, bien avant la création du Hamas en 1987.

Une réalité néocoloniale ?

Fiona Lorenzano

Les propos de Donald Trump « reflètent un état d'esprit néocolonialiste » qui vise à imposer une nouvelle réalité par la force, en violation du droit international, explique Dalal Iriqat sur France 24. « C'est exactement ce qu'il avait déjà fait durant son premier mandat, en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, ou encore avec la renaissance du plateau du Golan, territoire syrien annexé par l'Israël, faisait partie intégrante de l'État hébreu en 2019 », poursuit-elle.